



Assemblée générale

Distr. générale
21 août 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 68 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée :
application intégrale et suivi de la Déclaration
et du Programme d'Action de Durban**

Lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale le rapport intérimaire préparé par Mutuma Ruteere, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée, en application de la résolution 66/144 de l'Assemblée générale.

* A/67/150.



Lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et application intégrale et suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

Résumé

La Déclaration et le Programme d'action de Durban accordent une attention particulière aux préoccupations concernant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, telles que l'Internet, pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée, et fournissent un cadre complet pour d'éventuelles actions de lutte contre ce phénomène. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial se concentre sur les questions clefs et les défis que représente l'utilisation croissante de l'Internet pour diffuser des idées racistes et inciter à la haine et à la violence raciale, ainsi que sur l'identification de mesures qui pourraient être prises conformément aux dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Après une brève introduction (section I) et un aperçu des activités menées à bien depuis sa nomination par le Conseil des droits de l'homme (section II), le Rapporteur évoque à la section III les principaux sujets de préoccupation et les défis liés à l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée. La section IV présente un aperçu des cadres juridiques et réglementaires et des mesures prises aux niveaux national, régional et international, et la section V souligne les mesures qui pourraient être prises pour lutter contre l'utilisation de l'Internet aux fins de propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée. À la section VI, le Rapporteur spécial souligne le rôle et la contribution positive que pourrait avoir l'Internet en tant qu'instrument efficace pour lutter contre le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée. Les conclusions et recommandations formulées par le Rapporteur spéciale sont présentées à la section VII.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Activités du Rapporteur spécial	5
A. Visites de pays	5
B. Autres activités	5
III. Utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	6
A. Grandes tendances	6
B. Principaux défis	8
C. Liberté d'opinion et d'expression dans le contexte de la lutte contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet	9
IV. Cadres juridiques et réglementaires et mesures prises aux niveaux national, régional et international	10
A. Initiatives et cadres internationaux	11
B. Initiatives et cadres régionaux	14
C. Cadres et initiatives au niveau national	16
V. Lutte contre l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	17
A. Mesures législatives, réglementaires et autres	17
B. Rôle du secteur privé, y compris des intermédiaires	18
C. Rôle de la société civile	19
VI. Promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, y compris de l'Internet, pour contribuer à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée	20
VII. Conclusions et recommandations	21

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 66/144 du 19 novembre 2011 de l'Assemblée générale sur les efforts déployés au niveau mondial pour éliminer totalement le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et assurer l'application intégrale et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (A/CONF.189/12 et Corr.1). L'Assemblée a prié le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée de continuer à accorder, dans le cadre de son mandat, une attention particulière aux effets négatifs du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sur la pleine jouissance des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux.

2. Le présent rapport s'inspire des rapports précédents du Rapporteur spécial, dans lequel celui-ci évoquait les problèmes posés par l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, y compris l'Internet, pour diffuser des idées racistes, des messages de haine et inciter à la haine et à la violence raciale. Il s'inspire également des rapports des précédents titulaires de mandats, tenant compte des événements récents et des informations recueillies par le biais de consultations avec les parties prenantes pertinentes et des recherches effectuées par le Rapporteur spécial.

3. Ce rapport est à considérer comme un examen préliminaire de la question du racisme et de l'Internet, et le Rapporteur spécial a l'intention de poursuivre l'examen de cette question dans un rapport de suivi. La prochaine étude sur ce sujet comportera des consultations avec les États, les organisations régionales et internationales et les acteurs autres que les États, et cherchera à identifier de bonnes pratiques éventuelles pour combattre l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée, ainsi qu'à promouvoir l'utilisation de ces technologies pour contribuer à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

4. Dans le présent rapport, le Rapporteur spécial décrit les principales tendances et les problèmes que pose l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée (section III); il présente un aperçu des cadres juridiques et réglementaires et des mesures prises aux niveaux national, régional et international (section IV); il présente d'éventuelles mesures pour combattre l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée (section V); et il souligne le rôle potentiel et la contribution positive de l'Internet en tant qu'outil efficace pour combattre le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée (section VI). Les conclusions et recommandations du Rapporteur spécial sont présentées à la section VII.

5. À la section II, le Rapporteur spécial décrit les activités qu'il a menées depuis sa nomination par le Conseil des droits de l'homme en tant que Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée.

II. Activités du Rapporteur spécial

A. Visites de pays

6. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie, le Gouvernement du Soudan et le Gouvernement de la Mauritanie d'avoir accepté ses demandes de visite. Il se rendra en visite dans l'État plurinational de Bolivie du 4 au 10 septembre 2012.

7. Après sa nomination, le Rapporteur spécial a également renouvelé sa demande de visite à l'Afrique du Sud. Il a également demandé à visiter l'Algérie, le Botswana, l'Espagne, le Maroc, la Pologne et la Tunisie.

8. Le Rapporteur spécial tient à remercier le Gouvernement du Honduras de son invitation. Bien qu'il n'ait pas pu honorer cette invitation, le Rapporteur spécial espère pouvoir le faire durant le cours de son mandat.

B. Autres activités

9. Le Rapporteur spécial a participé au débat thématique de haut niveau sur la réalisation des buts et objectifs de l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine tenu à New York le 6 décembre 2011, à la clôture de l'Année. Il a également assisté à la première réunion des Procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et des Mécanismes spéciaux de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples organisée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en coopération avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, à Addis-Abeba (Éthiopie), les 18 et 19 janvier 2012. Cette réunion avait pour but de chercher des moyens d'améliorer la coopération et la coordination en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme en Afrique.

10. Le 21 mars 2012, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Rapporteur spécial a publié un communiqué de presse conjoint avec l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités, qui soulignait que le racisme continue d'alimenter la violence et les conflits.

11. Le 8 avril 2012, à l'occasion de la Journée internationale des Roms, avec un groupe d'experts des Nations Unies en matière de droits de l'homme, le Rapporteur spécial a publié un communiqué de presse conjoint qui réclamait l'application de politiques et de programmes efficaces afin de protéger et de promouvoir les droits des Roms dans tous les pays ayant une population rom, et a encouragé les gouvernements à nouer des relations plus solides et plus positives avec les communautés et les organisations non gouvernementales roms et à les consulter pleinement pour la recherche de solutions durables aux problèmes qui se posent aux communautés roms.

12. Le 2 août 2012, à l'occasion de la Journée du souvenir de l'holocauste des Roms, un communiqué de presse conjoint a été publié par le Rapporteur spécial et l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités, demandant plus de sensibilité et d'action face aux problèmes d'hostilité et de discrimination à l'égard des Roms et pour combattre les préjugés qui persistent et qui alimentent le racisme et l'intolérance envers eux.

13. Le 28 août 2012, le Rapporteur spécial participera à un débat thématique sur les expressions de haine raciale organisé par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale lors de sa quatre-vingt-huitième session qui se tiendra à Genève (Suisse) du 6 au 31 août 2012.

III. Utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

A. Grandes tendances

14. D'après une estimation de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en 2011, le nombre d'utilisateurs de l'Internet dans le monde a atteint 2,4 milliards de personnes¹. En fait, l'Internet est devenu un espace public mondial en ligne pour l'échange d'informations et d'idées. Créé dans les années 60, cette nouvelle forme de communication est devenue un outil de communication sans précédent qui se propage rapidement dans le monde.

15. À la différence des formes traditionnelles des technologies de la communication et de l'information, l'Internet offre une impressionnante possibilité de transmettre et de diffuser instantanément des informations aux différentes régions du monde; il offre aux utilisateurs un accès et une information de façon relativement anonyme; les documents et informations disponibles sur l'Internet peuvent être partagés par delà les frontières nationales et reçues dans différents pays ayant des régimes juridiques différents. L'Internet offre d'innombrables avantages pour presque tous les aspects de la vie moderne. Malheureusement, en raison de ses caractéristiques uniques, il peut être et est utilisé pour propager des messages racistes et xénophobes et inciter à la haine et à la violence raciale.

16. Au paragraphe 14 de la résolution 66/144, l'Assemblée, sur la base des conclusions et recommandations du précédent Rapporteur spécial (voir A/66/312 et A/66/313) invite tous les États, conformément aux engagements qu'ils ont pris au paragraphe 147 du Programme d'action, à prendre toutes les mesures nécessaires pour combattre l'incitation à la violence motivée par la haine raciale, notamment lorsqu'elle s'exerce par le biais de l'utilisation abusive de la presse écrite, des médias audiovisuels ou électroniques et des nouvelles technologies de communication, et, en collaboration avec les prestataires de services, à promouvoir l'utilisation de ces technologies, y compris Internet, pour contribuer à la lutte contre le racisme, en tenant compte des normes internationales relatives à la liberté d'expression et en prenant toutes les mesures nécessaires pour garantir ce droit. En outre, dans la Déclaration de Durban, les États exprimaient leur profonde inquiétude devant l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, comme l'Internet, à des fins contraires au respect des valeurs humaines, à l'égalité, à la non-discrimination, au respect d'autrui et à la tolérance, notamment pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui

¹ Union internationale des télécommunications, « Key Global Telecom Indicators for the World Telecommunication Service Sector », 16 novembre 2011. Accessible sur : <http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/at-glance/KeyTelecom.html>.

y est associée, et devant le fait en particulier que des enfants et des jeunes ayant accès aux documents diffusés pourraient en subir l'influence pernicieuse².

17. Une tendance croissante à utiliser les technologies des télécommunications électroniques, telles que le courrier électronique et l'Internet, par les groupes d'extrême droite et les organisations racistes dans leurs communications transfrontières et leurs échanges de documents racistes a été observée pour la première fois au milieu des années 90 (voir E/CN.4/1995/78 et A/51/301). Le Rapporteur spécial de l'époque sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, dans son rapport de 1997, signalait que l'Internet est devenu le nouveau théâtre de la lutte pour influencer l'opinion publique. Bien qu'il se situe encore loin derrière les journaux, les magazines, la radio et la télévision par l'ampleur de son audience, l'Internet a déjà capté l'imagination des populations avec un message, et l'attention des pourvoyeurs de haine, des racistes et des antisémites (E/CN.4/1997/71).

18. À mesure que s'est développée la technologie de l'Internet, les sites de haine extrémiste ont gagné en nombre et en perfectionnement technologique. En 2008, il a été estimé que depuis 1995, où a été identifié le premier site web de haine extrémiste, le nombre de tels sites et d'autres affichages sur l'Internet a atteint 8 000, dont la plus grosse proportion était constituée par des textes en ligne porteurs d'expressions de racisme et de haine raciale³. Comme le rapport de son prédécesseur (A/66/312, par. 101, et A/66/313 et Corr.1), le Rapporteur spécial s'alarme de l'utilisation de l'Internet et des médias sociaux par des groupes extrémistes et des individus pour diffuser des idées racistes et propager le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. De nombreux États s'inquiètent de l'utilisation croissante de l'Internet par des partis politiques, des mouvements et des groupes extrémistes pour propager, promouvoir et diffuser des idées racistes (A/66/312). Les organisations non gouvernementales et les institutions pertinentes des Nations Unies expriment également de telles craintes quant à l'utilisation des médias, y compris l'Internet, pour propager et promouvoir des idées racistes, à l'augmentation du nombre de cas de violence raciste et de crimes, en particulier contre les minorités ethniques et religieuses et les migrants, et à l'absence de données adéquates sur cette violence et ces crimes (ibid.).

19. Par ailleurs, les groupes et les mouvements extrémistes, en particulier les mouvements d'extrême droite, utilisent l'Internet non seulement pour diffuser des discours de haine et inciter à la violence raciale et à la brutalité contre certains groupes précis de personnes, mais aussi comme lieu de recrutement de nouveaux membres en puissance. L'Internet est exploité pour élargir les réseaux d'individus, les mouvements et les groupes, car il permet de diffuser des informations sur leurs buts et d'envoyer aisément des invitations à diverses manifestations et réunions. Il est également utilisé par les mouvements et groupes extrémistes pour diffuser des bulletins, des messages vidéo et autres matériels. En outre, il est très préoccupant que des appels directs à la violence contre certains activistes antiracistes apparaissent sur les sites Web néonazi afin d'intimider les auteurs d'activités sociales ou politiques dirigées contre les groupes extrémistes, de faire pression sur eux ou de leur faire cesser leur action. Dans certains cas, des renseignements

² A/CONF 189/12 et Corr.1, chap. I, par. 91.

³ Simon Wiesenthal Centre, « iReport, Online Terror + Hate: The First Decade (2008) », Accessible sur : <http://www.wiesenthal.com>.

personnels sur les opposants actifs à la haine et aux groupes extrémistes figurent dans ces appels à la violence et, dans certains cas, ces opposants sont physiquement victimes d'agressions⁴.

20. Le Rapporteur spécial tient à souligner qu'il importe d'examiner de façon plus approfondie la relation entre diverses manifestations de racisme sur l'Internet et les crimes de haine effectivement commis. Étant donné l'insuffisance de données adéquates sur ce lien, il importe que les autorités compétentes accentuent leurs efforts afin d'identifier, d'étudier et d'enregistrer les crimes de haine. Cela est d'une importance critique, notamment pour combattre l'influence psychologique néfaste des matériels racistes en ligne sur les jeunes.

B. Principaux défis

21. La lutte contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet comporte un certain nombre de difficultés juridiques, réglementaires et autres difficultés pratiques (E/CN.4/2006/18, par. 29). L'application des lois et règlements relatifs à tout contenu inapproprié ou illégal de l'Internet, y compris un contenu raciste, pose des problèmes en raison de la complexité liée au manque de clarté des termes juridiques. En outre, du fait de leur caractère transfrontières, les affaires liées au racisme, à l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet relèvent le plus souvent de juridictions différentes selon le cadre dans lequel s'inscrit le contenu inapproprié ou illégal et l'endroit où les crimes de haine suscités par un tel contenu inapproprié ou illégal se sont produits. En outre, l'efficacité de la législation nationale se trouve limitée car les États adoptent des lois, politiques ou approches différentes à l'égard du contenu haineux ou raciste de l'Internet et, en pareils cas, appliquent différents critères pour définir le seuil entre la liberté d'expression et l'acte ou le comportement criminel. Par ailleurs, on déplore une grave insuffisance de compétences et de capacités nécessaires pour réglementer ou réprimer les crimes de haine liés à l'Internet.

22. Les mesures techniques élaborées pour lutter contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet se heurtent également à des difficultés, telles que des conséquences fortuites et le risque d'être mal utilisées, souvent avec de graves conséquences pour les droits de l'homme, y compris des limitations de la liberté d'expression et d'opinion. D'un autre côté, en raison simplement de la quantité de données qui circulent et sont affichées sur l'Internet, il serait impossible de suivre tout ce qui s'y trouve.

23. Malgré les effets délétères de l'Internet, tels que son utilisation croissante par certains individus ou groupes pour diffuser des idées racistes et des messages de haine et inciter à la haine et à la violence raciale, le Rapporteur spécial tient à rappeler que l'Internet peut aussi être un instrument utile pour prévenir et combattre les idéologies et attitudes racistes et xénophobes. Dans ses précédents rapports, le Rapporteur spécial avait souligné le fait que dans le cadre de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, l'Internet ne devrait pas être vu uniquement comme un nouvel espace pour propager

⁴ Voir A/HRC/20/38, par. 11; et Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), « Rapport d'activité de l'OSCE-ODIHR sur la haine sur l'Internet », ODIHR.GAL/77/10 (Varsovie, 27 octobre 2010).

les idées et conceptions racistes, mais aussi comme un moyen préventif potentiel de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (A/HRC/20/33, par. 63). Il a évoqué également l'utilisation de l'Internet et des médias sociaux par les partis politiques, les mouvements et les groupes extrémistes, ainsi que les effets pervers de ces phénomènes sur les jeunes (A/HRC/20/38).

C. Liberté d'opinion et d'expression dans le contexte de la lutte contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet

24. La Déclaration et le Programme d'action de Durban reconnaissent la contribution positive que l'exercice du droit à la liberté d'expression, en particulier par les médias et les nouvelles technologies, y compris l'Internet, et le plein respect du droit de rechercher, de recevoir et de répandre des informations peuvent apporter à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. La Déclaration et le Programme d'action de Durban réaffirment qu'à cet égard il est nécessaire de respecter l'indépendance éditoriale et l'autonomie des médias⁵.

25. À cet égard, le Rapporteur spécial tient à souligner qu'il importe d'assurer la jouissance du droit à la liberté d'expression et d'opinion dans le cadre de la lutte contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale. Sur la relation entre la liberté d'expression et ses limites dans la lutte contre la diffusion de discours de haine et de documents racistes sur l'Internet, l'ex-Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression a noté, dans son rapport de 1998, « qu'il faut prendre grand soin de parvenir à un équilibre approprié entre les droits à la liberté d'opinion et d'expression et à recevoir et diffuser l'information et l'interdiction de discours et/ou d'activités encourageant les vues racistes et incitant à la violence » (E/CN.4/1998/40, par. 7).

26. Comme il est indiqué au paragraphe 3 de l'article 19, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression peut être légitimement soumis à certaines restrictions en vertu de la législation internationale relative aux droits de l'homme pour sauvegarder les droits d'autrui. Comme l'indique le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'expression, toute limitation du droit à la liberté d'expression a) doit être prévue par la loi, qui est claire et accessible à tous (principes de prévisibilité et de transparence); b) doit protéger les droits et la réputation d'autrui; et c) doit s'avérer nécessaire et être le moyen le moins restrictif nécessaire pour atteindre l'objectif visé (principes de nécessité et de proportionnalité) (A/HRC/17/27, par. 24). En outre, les types légitimes d'information qui peuvent être frappés de restrictions comprennent la pornographie mettant en scène des enfants (pour protéger les droits des enfants); les discours de haine (pour protéger les droits des communautés touchées); la diffamation (pour protéger les droits et la réputation d'autrui contre des attaques injustifiées); l'incitation directe et publique à commettre des actes de génocide (pour protéger les droits d'autrui); et le plaidoyer pour la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination,

⁵ Déclaration de Durban, (A/CONF.189/12 et Corr.1, chap. I), par. 90.

à l'hostilité ou à la violence (pour protéger les droits d'autrui, tels que le droit à la vie) (ibid., par. 25).

27. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans sa recommandation générale XV (voir A/48/18, chap. VIII.B), a souligné les obligations qui incombent aux États à l'égard de la diffusion d'idées racistes et de l'incitation à la discrimination raciale et à la haine en vertu de l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui dispose que les États parties « déclarent délits punissables par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale, [et] toute incitation à la discrimination raciale » et « déclarent illégales et interdisent [...] les activités de propagande organisée qui incitent à la discrimination raciale et qui l'encourage ». De l'avis du Comité, les obligations qui restreignent et interdisent ces formes de discours sont compatibles avec l'obligation de protéger et de respecter la liberté d'expression et d'opinion⁶.

28. Le Rapporteur spécial tient à souligner que toutes mesures prises par les États pour lutter contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet ne devraient pas limiter indûment le droit à la liberté d'expression. Il estime que toute décision tendant à restreindre, contrôler ou censurer le contenu diffusé sur l'Internet doit être prise sur une base juridique clairement définie et d'une manière qui soit nécessaire, proportionnée et compatible avec les obligations conférées aux États par la législation internationale des droits de l'homme. Il tient à rappeler l'avis de son prédécesseur selon lequel la détermination des actes ou expressions qui correspondent aux seuils déterminés aux articles 19 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale est en fin de compte une décision qu'il vaut mieux prendre à l'issue d'un examen approfondi des circonstances entourant chaque cas. Cette décision doit toujours être guidée par des critères bien définis, conformément aux normes internationales, et être prise par un tribunal indépendant et impartial tenant compte des conditions locales, de l'histoire, de la culture et du contexte politique (voir A/HRC/18/44, par. 30).

IV. Cadres juridiques et réglementaires et mesures prises aux niveaux national, régional et international

29. Le développement d'une rapidité sans précédent des technologies de la communication et de l'information, y compris de l'Internet, a permis une plus ample diffusion de contenus racistes et xénophobes incitant à la haine et à la violence raciale. Face à ce problème, les États et les organisations internationales et régionales ont lancé diverses initiatives législatives et réglementaires. La société civile et le secteur privé ont également contribué à l'action menée pour faire face à ce phénomène par le biais de plusieurs mesures et initiatives. Le Rapporteur spécial estime que pour rendre ces actions plus efficaces, il faudrait concevoir une approche complète et cohérente au moyen d'un dialogue et de consultations entre les principaux acteurs et parties prenantes, afin de renforcer les synergies entre les stratégies et les actions mises en œuvre.

⁶ Voir, par exemple, CERD/C/65/CO/2, par. 8.

A. Initiatives et cadres internationaux

30. En ce qui concerne les actions internationales engagées pour lutter contre l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée, la Déclaration et le Programme d'action de Durban citent plusieurs domaines d'action importants identifiés lors de la Conférence mondiale de 2001 contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée⁷. En outre, l'article 4 a) de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dispose que les États parties s'engagent à déclarer « délits punissables par la loi toute diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale [et] toute incitation à la discrimination raciale » et l'article 4 b) dispose que les États parties s'engagent à déclarer « illégaux et à interdire les organisations ainsi que les activités de propagande organisée et tout autre type d'activité de propagande qui incitent à la discrimination raciale ».

31. Un certain nombre de mécanismes des Nations Unies axés sur la défense des droits de l'homme ont traité de la question de l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la haine raciale, la xénophobie, la discrimination raciale et l'intolérance qui y est associée. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans sa recommandation générale XXIX adoptée en 2002 sur la question de la discrimination fondée sur l'ascendance, a recommandé que les États prennent des mesures strictes contre toute incitation à la discrimination ou à la violence envers ces communautés, y compris sur l'Internet. En outre, dans sa recommandation générale XXX concernant la discrimination contre les non-ressortissants, le Comité a recommandé de prendre une action résolue pour contrer toute tendance à cibler, stigmatiser, stéréotyper ou profiler sur la base de la race, de la couleur, de l'ascendance et de l'origine nationale ou ethnique les membres de groupes de population non ressortissants, en particulier par les politiciens, les fonctionnaires, les éducateurs et les médias, sur l'Internet et tous autres réseaux de communication électroniques et dans la société dans son ensemble. Il a également exprimé son inquiétude devant la diffusion de propagande raciste sur l'Internet dans un certain nombre de ses récentes conclusions publiées après examen de rapports ordinaires soumis par les États parties, affirmant que cette diffusion tombe sous le coup des interdictions visées à l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁸. À sa quatre-vingt et unième session, tenue du 6 au 31 août 2012, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a organisé un débat thématique sur le discours de haine raciste qui a également abordé la question de l'Internet.

32. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a joué un rôle essentiel dans le débat international sur le racisme et l'Internet. En 1997, le HCDH a organisé un séminaire sur le rôle de l'Internet afin de trouver des moyens d'assurer l'utilisation responsable de l'Internet, sur la base des dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (voir E/CN.4/1998/77/Add.2). En application de la résolution 1999/78 de la Commission des droits de l'homme, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de

⁷ Programme d'action de Durban, (A/CONF.189/12 et Corr.1, chap. I).

⁸ CERD/C/64/CO/2, par. 19; CERD/C/ITA/CO/16-18, par. 17; CERD/C/63/CO/5, par. 14; et CERD/C/LUX/CO/13, par. 14.

l'homme a entrepris des recherches et des consultations sur l'utilisation de l'Internet pour inciter à la haine raciale, à la propagande raciste et à la xénophobie, afin d'étudier les moyens de promouvoir la coopération internationale dans ce domaine. Cette étude décrivait la façon dont les individus et les groupes aux convictions et aux intentions racistes exploitaient ce riche moyen de communication pour établir et renforcer leurs liens entre eux et afficher en ligne leurs matériels racistes en volume croissant et de manière de plus en plus perfectionnée à l'intention des utilisateurs de l'Internet (voir A/CONF.189/PC.2/12). En 2011, le HCDH a organisé une série d'ateliers d'experts des régions Afrique, Asie-Pacifique, Europe et Amérique latine et Caraïbes sur l'interdiction de l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse, conformément à la législation internationale sur les droits de l'homme. Ces ateliers avaient pour objectifs de permettre une meilleure compréhension des schémas législatifs, des pratiques judiciaires et des différents types de politique des pays des diverses régions du monde à l'égard de l'interdiction de l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse, tout en assurant le plein respect de la liberté d'expression décrite aux articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques; de parvenir à une évaluation complète de l'état de mise en œuvre de cette interdiction à l'incitation, conformément à la législation internationale sur les droits de l'homme; et d'identifier d'éventuelles actions à tous les niveaux. Lors de ces consultations régionales, les participants ont examiné des réponses stratégiques à apporter aux discours de haine qui, en plus des mesures légales, devraient comprendre notamment un suivi systématique et la collecte de données, afin de faciliter une alerte précoce, l'autoréglementation par les médias, les campagnes de sensibilisation par les gouvernements, la formation de membres des forces de l'ordre et de juges et la promotion de la tolérance par l'éducation. Le HCDH convoquera une réunion d'expert finale, qui sera accueillie par le Royaume du Maroc, les 4 et 5 octobre 2012, afin d'établir une analyse comparative des conclusions des quatre ateliers, d'identifier des actions éventuelles à prendre à tous les niveaux et de réfléchir sur les meilleurs moyens de partager les leçons tirées de l'expérience.

33. Le Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban a tenu, en 2006, un séminaire de haut niveau sur le racisme et l'Internet. Lors des débats, il a été souligné qu'un ensemble de mesures présentées sous la forme d'initiatives autoréglementées combinées avec l'éducation sur le contenu raciste figurant sur l'Internet et encourageant à la tolérance peut être le moyen le plus efficace d'atténuer le problème (E/CN.4/2006/18). Par ailleurs, un certain nombre de recommandations importantes ont été présentées, qui préconisaient notamment de promouvoir l'utilisation de l'Internet pour créer des réseaux d'éducation et de sensibilisation contre le racisme; l'utilisation de l'Internet pour promouvoir le respect universel des droits de l'homme et le développement humain; une sensibilisation accrue aux possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information; et la conception constante d'outils pour promouvoir l'utilisation des réseaux d'information au sein de la société civile, notamment chez les parents, les enseignants et les enfants. Plusieurs mesures pratiques ont été proposées, telles que la création d'un modèle de réseau antiracisme pour les écoles; l'inclusion de messages antiracistes sur les sites Web auxquels accèdent les jeunes; des stages de formation pour enseignants sur la façon d'utiliser l'Internet; le partage de bonnes pratiques; et le développement d'aptitudes à la réflexion critique chez les enfants (ibid., par. 37 à 39).

34. En octobre 2003, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a adopté une nouvelle stratégie intégrée de lutte contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance⁹ qui était le fruit d'une série d'études et de consultations sur différents aspects et formes de racisme, xénophobie et discrimination, y compris sur la question de la lutte contre la propagande raciste sur les médias et en particulier dans le cyberspace. Cette stratégie comprend un ensemble de mesures à prendre par l'Organisation pour répondre à l'utilisation potentielle des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier l'Internet, pour propager des idées racistes, intolérantes et discriminatoires. Ces mesures doivent viser en particulier à combattre le racisme et la discrimination dans le cyberspace, en renforçant les mesures de sensibilisation prises par l'UNESCO pour assurer un plus grand respect des règles déontologiques par les professionnels des médias; faciliter une application plus efficace des règlements dans ce domaine par les autorités compétentes; lancer des campagnes de sensibilisation des responsables politiques et professionnels et mobiliser ceux-ci contre la propagande raciste à travers les nouvelles technologies de l'information; et créer des forums de dialogue et de discussion sur l'Internet sur le racisme dans les écoles, compte tenu de l'utilisation de plus en plus large de l'Internet par les jeunes.

35. Outre son travail dans le domaine de la criminalité transnationale et du crime organisé, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) se penche sur les cybercrimes, y compris certains actes particuliers de racisme et de xénophobie sur ordinateur, par divers moyens, notamment en offrant une assistance technique et une formation aux États afin d'améliorer la législation nationale et de renforcer les aptitudes des autorités nationales à prévenir, détecter ces crimes sous toutes leurs formes, à enquêter sur eux et à engager des poursuites contre leurs auteurs. L'ONUDC a effectué une analyse approfondie de l'interface entre le crime et l'utilisation de l'Internet, et procède actuellement à une étude détaillée du problème du cybercrime et des moyens d'y répondre.

36. L'Union internationale des télécommunications (UIT) joue un rôle de plus en plus important dans la cybersécurité et la lutte contre le cybercrime. Le rôle fondamental de l'UIT, après le Sommet mondial sur la société de l'information et la Conférence des plénipotentiaires de l'UIT 2010, tenu à Guadalajara (Mexique) en 2010, est de renforcer la confiance et la sécurité concernant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Pour répondre à la tâche qui lui a été confiée de mener l'action en matière de coordination des efforts internationaux dans le domaine de la cybersécurité, l'UIT a lancé le Programme mondial de cybersécurité, qui est le cadre de la coopération internationale visant à renforcer à l'échelle mondiale la confiance du public et la sécurité concernant la société de l'information. Dans le cadre de ce programme, l'UIT apporte un appui à ses États membres au moyen d'initiatives et d'activités spécifiques liées aux mesures juridiques, techniques et procédurales, au renforcement des capacités et à la coopération internationale dans le domaine de la cybersécurité. L'organisation a également offert des stages de formation, des matériels didactiques et des publications sur certains cybercrimes particulier à l'intention des organes de police et de justice ainsi que de la société civile. En outre, elle a conçu plusieurs instruments, y compris une publication intitulée « Comprendre la cybercriminalité :

⁹ Accessible sur : <http://unesdoc.unesco.org/images/0013/001312/131202e.pdf>.

guide pour les pays en développement », qui vise à aider ces pays à mieux comprendre les conséquences nationales et internationales de la croissance des cybermenaces et à faciliter l'évaluation du cadre juridique actuel et l'établissement d'une base juridique saine.

B. Initiatives et cadre régionaux

37. Au niveau régional, la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe et son Protocole additionnel constituent un cadre légalement contraignant à la portée aussi large que possible. Cette convention¹⁰, qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004, est le premier traité international sur les crimes commis via l'Internet et d'autres réseaux informatiques; elle traite particulièrement des infractions au droit d'auteur, de la fraude liée aux ordinateurs, de la pornographie mettant en scène des enfants et des violations de la sécurité des réseaux. Elle a été complétée par un Protocole additionnel concernant la criminalisation des actes de caractère raciste et xénophobe commis à travers les systèmes informatiques, qui est entré en vigueur le 1^{er} mars 2006¹¹. Le Protocole fait de toute publication de propagande raciste et xénophobe sur réseaux informatiques un délit de droit pénal. Bien que beaucoup d'États du Conseil de l'Europe aient déjà criminalisé certains actes à contenu raciste ou xénophobe, une approche coordonnée, fondée sur les éléments communs figurant dans le Protocole additionnel, a été adoptée en raison des difficultés considérables auxquelles doivent faire face les forces de l'ordre dans leurs efforts en vue faire échec à la diffusion de tels matériels sur l'Internet.

38. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a renforcé son action en vue de combattre la propagation du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sur l'Internet. L'engagement pris de « combattre les crimes de haine, qui peuvent être provoqués par la propagande raciste, xénophobe et antisémite sur l'Internet » et été pris en décembre 2003 par le Conseil des ministres de Maastricht dans sa décision n° 4/03 sur la tolérance et la non-discrimination. En novembre 2004, le Conseil permanent de l'OSCE a adopté sa décision n° 633 sur la promotion de la tolérance et de la liberté des médias sur l'Internet, qui disposait que les États participants devraient enquêter et, s'il y a lieu, engager toutes les poursuites contre la violence et les menaces criminelles de violence motivées par des préjugés racistes, xénophobes, antisémites et autres sur l'Internet (par. 2). Le Conseil a également décidé par la même décision que les États participants devraient étudier l'efficacité des lois et autres mesures réglementant le contenu de l'Internet, en particulier du point de vue de leur effet sur le nombre de crimes racistes, xénophobes et antisémites (par. 5), et encourager et appuyer analytiquement des études rigoureuses sur le rapport éventuel entre le discours raciste, xénophobe et antisémite sur l'Internet et les crimes motivés par ce discours (par. 6). Le Conseil des ministres, au paragraphe 12 de sa décision 9/09 sur les crimes de haine, adoptée à Athènes le 2 décembre 2009, a chargé son Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) d'explorer, en consultation avec les États participants et en coopération avec les organisations internationales et les partenaires de la société civile pertinents, le lien

¹⁰ Accessible sur <http://conventions.coe.int/Treaty/en/Treaties/html/185.htm>.

¹¹ Accessible sur <http://conventions.coe.int/Treaty/en/Treaties/html/189.htm>.

éventuel entre l'utilisation de l'Internet et la violence motivée par ce préjugé et le mal qu'elle cause, ainsi que les mesures pratiques qui pourraient être prises¹².

39. Pour assurer une utilisation plus sûre de l'Internet, l'Union européenne a adopté, en 1998, un Plan d'action qui encourageait les initiatives d'autoréglementation pour faire face au contenu illégal et nuisible de l'Internet, y compris la création d'un réseau européen de lignes directes pour les utilisateurs de l'Internet afin qu'ils signalent tout contenu illégal tel que la pornographie mettant en scène des enfants; la conception de programmes d'autoréglementation et de programmes de surveillance du contenu par les fournisseurs d'accès et de contenu; et la conception de programmes compatibles et utilisables conjointement à l'échelle internationale, ainsi que de programmes de filtrage pour protéger les utilisateurs. En mai 2005, l'Union européenne a prorogé le Plan d'action sur « Un Internet plus sûr » pour la période 2005-2008 afin de continuer à promouvoir une utilisation plus sûre de l'Internet et des nouvelles technologies en ligne, en particulier pour lutter contre les contenus illégaux tels que la pornographie mettant en scène des enfants et les matériels et contenus racistes qui peuvent être préjudiciables pour les enfants ou les contenus non désirés par les utilisateurs¹³.

40. Il y a d'autres initiatives régionales pertinentes qui visent à favoriser une compréhension et une coordination communes des principes et des normes pour la lutte contre la cybercriminalité et le renforcement de la cybersécurité. En 2001, le Commonwealth a présenté un modèle de loi sur la cybercriminalité qui offre un cadre juridique pour harmoniser les lois au sein du Commonwealth et permettre une coopération internationale. En 2002, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a terminé des directives pour la sécurité des systèmes et réseaux d'information : vers une culture de la sécurité. En 2009, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté une directive pour la lutte contre la cybercriminalité dans la CEDEAO qui offre un cadre juridique aux États membres de la région. Le Cadre juridique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour la lutte contre la cybercriminalité a été adopté en mai 2010 et offre un aperçu des principales questions juridiques concernant la propriété intellectuelle, la concurrence, la fiscalité et la sécurité de l'information. La Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) a publié en 2001 une stratégie de cybersécurité qui définissait cinq domaines de coopération : nouvelles créations juridiques, partage d'information et coopération, sécurité et directives techniques, sensibilisation du public et formation et éducation. En 2007, la Ligue arabe et le Conseil de coopération du Golfe ont fait des recommandations pour la recherche d'une approche commune des questions de cybercriminalité en tenant compte des normes internationales. Comme ces approches régionales de la lutte contre la cybercriminalité, y compris contre les crimes spécifiquement liés à l'informatique impliquant l'incitation à la haine et à la violence raciale, ne sont applicables qu'aux États membres des organisations en question, leur impact risque d'être limité. Par ailleurs, la plupart de ces approches ne traitent pas spécifiquement de délits liés au contenu, tels que la diffusion d'idées

¹² Accessible sur <http://www.osce.org/cio/40695>.

¹³ Voir décision n° 854/2005/EC du 11 mai 2005 du Parlement européen et du Conseil établissant un Programme communautaire pluriannuel sur la promotion d'une utilisation plus sûre de l'Internet et des nouvelles technologies en ligne, parue au *Journal Officiel de l'Union européenne*, vol. 48 (11 juin 2005).

racistes, l'incitation à la haine et la violence raciale sur l'Internet, mais plutôt d'autres formes de cybercriminalité et de préoccupations de cybersécurité.

C. Initiatives et cadres au niveau national

41. À ce jour, l'action menée pour faire face au problème du racisme et de l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet s'est en grande partie inscrite dans des cadres nationaux et régionaux. D'après les informations fournies par les États¹⁴, un certain nombre de mesures ont été prises, y compris l'interdiction de contenu sur l'Internet incitant à l'extrémisme et à la xénophobie; l'encouragement à la collaboration entre les organes compétents des forces de l'ordre; la création d'unités ou de services désignés pour combattre la cybercriminalité, y compris l'incitation à la haine et à la violence raciale; la création sur l'Internet de moyens de prévenir l'extrémisme et de promouvoir le respect du multiculturalisme et de la diversité ethnique; la criminalisation des actes d'incitation à la haine et à la violence raciale commis à travers l'Internet; l'interdiction de diffuser des matériels racistes et nazis; la surveillance du contenu de l'Internet; et la mise en place de mécanismes de dépôt de plaintes en ligne¹⁵. Dans certains pays, les institutions nationales de défense des droits de l'homme reçoivent également un nombre croissant de plaintes concernant des allégations de discours de haine et d'incitations à la haine et à la violence raciale diffusés sur l'Internet. En outre, des organisations privées et quasi privées, y compris des prestataires de services, ont élaboré des codes de conduite, des règles à l'intention des utilisateurs finals et des directives pour les pratiques commerciales destinées à faire obstacle à tout contenu raciste inapproprié ou illégal (voir A/64/294, par. 27 à 31 et 73).

42. Le Rapporteur spécial estime qu'il faut une approche globale pour combattre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet. Les lois, règlements et réponses adoptées à l'échelon national peuvent avoir un impact limité en raison du caractère transfrontières et décentralisé de l'Internet ainsi que du fait des différences entre les approches, les lois et les politiques nationales concernant en particulier la légalité des actes de diffusion d'idées racistes, d'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet¹⁶. Par conséquent, toutes mesures additionnelles, sous forme d'initiatives d'autoréglementation et de coréglementation, tels que codes de conduits, règles à l'intention des utilisateurs finals et autres, conçues par des organisations privées ou quasi privées, y compris celles qui créent un contenu en ligne et offrent des services d'accueil sur le Web, peuvent contribuer utilement à donner plus d'efficacité aux actions menées. En outre, comme il est indiqué au paragraphe 141 du Programme d'action de Durban, l'éducation au sujet de textes racistes sur l'Internet et de la façon de favoriser la tolérance est un autre moyen important de combattre ce phénomène. À cet égard, le Rapporteur spécial partage les points de vue exprimés par ses prédécesseurs sur l'importance de l'éducation et de la sensibilisation pour combattre les idées et les concepts qui peuvent inciter au racisme, à la discrimination raciale ou à la xénophobie ou les légitimer, en particulier via l'Internet (A/HRC/4/19, par. 61).

¹⁴ Voir A/64/295, A/65/323 et A/66/312.

¹⁵ Voir, par exemple, A/65/323, par. 69.

¹⁶ E/CN.4/2006/WG.21/BP.1. Accessible sur http://www2.ohchr.org/english/issues/racism/groups/docs/e_cn4_2006_wg21_bp1.doc.

V. Lutte contre l'utilisation de l'Internet pour propager le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

A. Mesures législatives, réglementaires et autres

43. Un certain nombre de mesures légales, réglementaires et programmatiques peuvent aider à combattre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet. Le Programme d'action de Durban (par. 145) engage vivement les États à appliquer des sanctions judiciaires, conformément au droit international relatif aux droits de l'homme applicable, s'agissant de l'incitation à la haine raciale au moyen des nouvelles techniques d'information et de communication, notamment l'Internet, et les engage vivement également à appliquer tous les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme auxquels ils sont parties, en particulier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, s'agissant du racisme sur l'Internet. Tenant pleinement compte des normes internationales et régionales existantes sur la liberté d'expression, le Programme d'action invite également les États à envisager les mesures suivantes (par. 147) :

a) Encourager les fournisseurs d'accès à l'Internet à établir et diffuser de leur plein gré des codes de conduite et des mesures autoréglementaires contre la discrimination raciale, la xénophobie ou toute autre forme d'intolérance et de discrimination; à cette fin, les fournisseurs d'accès à l'Internet sont encouragés à mettre en place des organes de médiation aux niveaux national et international, avec la participation des institutions pertinentes de la société civile;

b) Adopter et appliquer, dans la mesure du possible, des lois appropriées afin de poursuivre les personnes qui incitent à la haine ou à la violence raciale par le biais des nouvelles techniques d'information et de communication, notamment l'Internet;

c) Faire face au problème de la diffusion de matériels racistes par le biais des nouvelles techniques d'information et de communication, notamment l'Internet, en donnant, entre autres, une formation aux responsables de l'application des lois;

d) Dénoncer et prévenir activement la transmission de messages racistes et xénophobes par tous les moyens de communication, y compris les nouvelles techniques d'information et de communication telles que l'Internet;

e) Envisager une réaction internationale prompte et concertée au phénomène en rapide expansion de la diffusion de discours haineux et de documents racistes par le biais des techniques d'information et de communication, notamment l'Internet, et renforcer la coopération internationale à cet égard;

f) S'efforcer de donner à tous la possibilité d'accéder à l'Internet et de l'utiliser en tant que tribune internationale ouverte à tous sur un pied d'égalité, eu égard aux disparités qui existent dans l'utilisation de l'Internet et l'accès à celui-ci;

g) Examiner les moyens de renforcer la contribution positive faite par les nouvelles technologies de l'information et des communications, telles que l'Internet, à travers la diffusion des bonnes pratiques pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée;

h) Encourager la représentation de la diversité des sociétés parmi les membres du personnel des organes d'information et les nouvelles techniques d'information et de communication telles que l'Internet en promouvant une représentation adéquate des différents groupes sociaux, à tous les niveaux de leur structure organisationnelle.

44. Toute une variété d'interlocuteurs peuvent participer à la lutte contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet : les pouvoirs publics, le secteur privé et les organisations de la société civile aux niveaux national, régional et international. À cet égard, le Rapporteur spécial tient à souligner combien il importe de définir clairement les rôles et responsabilités des différents acteurs : les prestataires de services sur l'Internet; les sociétés exploitant l'Internet; les organes de maintien de l'ordre; les organisations non gouvernementales; et les mécanismes de surveillance et d'examen des plaintes. Il est également crucial de renforcer et d'institutionnaliser le dialogue et la collaboration entre les divers acteurs, face au problème du racisme et de l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet.

45. Le Rapporteur spécial estime que les actions menées aux niveaux national, régional et international, y compris les initiatives d'ordre législatif et réglementaire, revêtent une grande importance politique et peuvent faciliter l'identification de stratégies et de solutions communes. Il rappelle en particulier l'opinion du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur le caractère obligatoire des obligations des États d'adopter des lois appropriées conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. À cet égard, il salue les efforts déployés par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour donner plus de clarté aux obligations conférées aux parties à la Convention, en particulier en ce qui concerne l'exploitation de l'Internet pour propager la haine et l'incitation à la violence raciale, ethnique et xénophobe. Le Rapporteur spécial est en outre persuadé que les mesures légales prises pour combattre la propagation de la haine raciale, ethnique et xénophobe et l'incitation à la violence sur l'Internet sont conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme sur la liberté d'expression et d'opinion, et déclare partager les opinions du Comité et celles de ses prédécesseurs à ce sujet. Il prend note et se rend compte des différences de vues entre les États sur la nécessité et les dangers politiques éventuels de mesures législatives tendant à restreindre certaines formes de discours. Toutefois, le Conseil de l'Europe a donné la preuve des possibilités d'une approche collective pour combattre la haine et l'incitation à la violence raciale, ethnique et xénophobe sur l'Internet. D'autres efforts importants sont en cours dans d'autres régions. Le Rapporteur spécial note également que plusieurs États ont promulgué les lois pour combattre le racisme sur l'Internet.

B. Rôle du secteur privé, y compris des intermédiaires

46. L'approche consistant à traiter le problème de la propagation de la haine et de l'incitation à la violence raciale, ethnique et xénophobe sur l'Internet en s'adressant à de multiples parties prenantes a été soulignée dans la Déclaration et le Programme d'action du Durban ainsi qu'à diverses réunions convoquées sous les auspices des Nations Unies. En particulier, les entreprises commerciales, telles que les fournisseurs de services sur l'Internet et les auteurs de contenu de messages, ont

certaines responsabilités d'autoréglementation et de coréglementation vis-à-vis des institutions d'État. Certaines mesures prises par les fournisseurs de services sur l'Internet, notamment l'établissement de « conditions de service » claires et détaillées pour toute mesure appropriée à prendre contre les sites Web qui diffusent des idées racistes, des messages de haine et d'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet ont été citées parmi les moyens pour le secteur privé de contribuer à combattre la haine et l'incitation sur l'Internet. Les entreprises commerciales peuvent également promouvoir l'utilisation des codes de conduite du secteur privé, de directives et de principes de déontologie comme moyen de faire face aux contenus racistes; concevoir et mettre en œuvre des mécanismes de dépôt de plaintes accessibles et transparents en ligne et renforcer les mécanismes dont disposent déjà les utilisateurs finals pour signaler les messages inappropriés affichés sur les sites Internet.

47. Le Rapporteur spécial est toutefois conscient que l'Internet se heurte à des difficultés techniques dues à l'énorme volume de données et de messages affichés par les utilisateurs et qu'il peut être techniquement impossible de surveiller, filtrer ou contrer les contenus inappropriés ou illégaux. Par ailleurs, on court des risques sérieux que certains moyens techniques, tels que les mécanismes de surveillance ou de filtrage, n'aient des conséquences inattendues qui perturbent les flux de données et les services transfrontières et qui sapent l'Internet en tant que réseau de communications unique, unifié et mondial, et qu'ils ne puissent être facilement utilisés de façon abusive pour limiter ou museler d'autres droits de l'homme, tels que le droit à la liberté d'expression.

48. Devant l'impossibilité de parvenir aisément à un consensus sur ce qui peut être considéré comme « inapproprié », « illégal », « raciste » ou « incitant à la haine », les entreprises commerciales devraient s'abstenir de se prononcer d'elles-mêmes sur le contenu des messages des utilisateurs et de prendre des mesures telles que le retrait ou le filtrage de ce contenu. À cet égard, le point de vue du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression est clair : la définition de critères de censure ne devrait jamais être déléguée à des établissements privés et les intermédiaires ne sauraient être tenus d'avoir à refuser de prendre des mesures portant atteinte aux droits fondamentaux de certains individus. Les demandes adressées à des intermédiaires pour qu'ils bloquent l'accès à certains contenus ou révèlent des informations privées à des fins strictement limitées telles que l'administration de la justice pénale devraient être établies sur injonction d'un tribunal ou d'un organe compétent indépendant de toutes influences politiques, commerciales ou autres injustifiées (A/HRC/17/27, par. 75). D'ailleurs, du fait de leurs différences de contexte culturel et politique, les positions, approches et règlements des divers États diffèrent à l'égard du contenu de l'Internet. Malgré ces écueils, le Rapporteur spécial note que de nombreuses mesures à prendre par le secteur privé sont déjà en place d'un certain nombre d'États qui continuent d'apporter des contributions positives à la lutte contre la promotion de la haine et de l'incitation à la violence raciale, ethnique et xénophobe sur l'Internet.

C. Rôle de la société civile

49. Les acteurs de la société civile occupent également une place centrale dans la lutte contre le racisme, et leurs apports et contributions doivent faire partie

intégrante des stratégies aux niveaux international, régional et national. La majeure partie du travail de dépistage des contenus de haine et d'incitation à la violence raciale, ethnique et xénophobe sur l'Internet est actuellement faite par des groupes de la société civile tels que des organisations non gouvernementales ou des instituts de recherche. Le travail de ces groupes – collecter des données pertinentes et identifier les tendances, les rendre publiques et dénoncer ainsi les promoteurs de cette haine, favorisant la sensibilisation des consommateurs afin de leur permettre de prendre des décisions en connaissance de cause et façonnant la politique et les lois de différents pays – apporte une immense contribution à la lutte contre ce fléau. En outre, les acteurs de la société civile travaillent en étroite collaboration avec les victimes du racisme, de la discrimination raciale et de la xénophobie afin de les encourager et de les aider à défendre leurs droits et à exprimer leurs vues et opinions sur l'Internet.

VI. Promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, y compris de l'Internet, pour contribuer à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

50. La Déclaration (par. 92) et le Programme d'action de Durban (par. 140) reconnaissent la nécessité de promouvoir l'utilisation des nouvelles techniques de l'information et de la communication, y compris l'Internet, pour contribuer à la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et le fait que ces nouvelles techniques peuvent aider à promouvoir la tolérance et le respect de la dignité humaine et des principes d'égalité et de non-discrimination. Le Programme d'action souligne également la possibilité d'accroître l'utilisation des nouvelles techniques de l'information et de la communication, y compris de l'Internet, pour créer des réseaux d'éducation et de sensibilisation contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des écoles, ainsi que l'aptitude de l'Internet à promouvoir le respect universel des droits de l'homme comme le respect de la valeur de la diversité culturelle (par. 141).

51. Comme son prédécesseur, le Rapporteur spécial encourage les États à exploiter pleinement les possibilités offertes par les nouvelles technologies, y compris l'Internet, pour contrer la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale (A/HRC/20/38, par. 12). Il tient également à rappeler que le fait de promouvoir l'expression de vues et opinions diverses sur l'Internet reste un moyen efficace de combattre et prévenir le racisme, conformément aux articles 19 à 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et à l'article 4 de Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (A/HRC/20/33, par. 63).

52. Comme le Rapporteur spécial l'a noté dans son précédent rapport, l'Internet et les médias sociaux peuvent aussi être un instrument utile pour prévenir la propagation d'idéologies racistes par les partis politiques, les groupes et les mouvements extrémistes. À cet égard, le Rapport spécial se félicite des informations reçues à propos de projets mis en place au niveau national par des groupes de la société civile avec l'appui des autorités publiques, y compris la création d'un

programme fondé sur un réseau social ciblant les jeunes et visant plus particulièrement à contrer l'extrémisme d'extrême droite et à favoriser une culture démocratique (A/HRC/20/38, par. 12).

53. Le Rapporteur spécial estime que l'un des moyens possibles de contrer et de prévenir le racisme sur l'Internet serait de diversifier son contenu en favorisant un contenu local. En tant que réseau mondial, l'Internet offre une tribune commune pour la transmission et le partage d'idées, d'opinions et de valeurs entre différentes cultures et communautés à travers le monde. Le fait d'alimenter ce réseau mondial de contenus locaux pourrait contribuer à favoriser une meilleure compréhension, plus de tolérance et de respect pour la diversité. En particulier, l'Internet offre une riche possibilité de réduire l'asymétrie et les idées fausses qui nourrissent les expressions racistes et xénophobes. À cet égard, comme l'avait souligné son prédécesseur, les initiatives telles que les campagnes d'information diffusées sur l'Internet pourraient contribuer utilement à promouvoir l'harmonie et la tolérance entre différents groupes ethniques (A/HRC/18/44, par. 12). Promouvoir un accès abordable à l'Internet et créer un contenu culturellement et linguistiquement divers, comme cela a été proposé par certaines initiatives de la société civile, pourraient contribuer à faire mieux apprécier la diversité¹⁷.

54. Il ne faut pas perdre de vue que le plus souvent, les victimes de la discrimination raciale risquent davantage de souffrir d'un retard de connectivité numérique et d'accès à l'Internet. L'absence de leurs voix dans les conversations numériques laisse les idées racistes sans réponse. À cet égard, le Rapporteur spécial tient à rappeler qu'il a recommandé aux États d'adopter des politiques et stratégies efficaces et concrètes pour rendre l'Internet plus largement disponible, accessible et abordable à tous, sur la base des principes de non-discrimination d'aucune sorte, y compris pour raison de race, couleur, ascendance, origine ethnique ou nationale. Les acteurs pertinents du secteur privé, en particulier les intermédiaires sur Internet, peuvent aussi appuyer de tels efforts en offrant accès à leurs réseaux et en permettant la participation en ligne de divers individus et groupes raciaux et ethniques. D'après les études conjointes publiées en 2012 par l'Internet Society, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, il existe une forte corrélation entre le développement d'une infrastructure de réseau et la croissance du contenu local : plus les marchés locaux de l'Internet se développent, plus faibles sont les prix de la bande passante internationale¹⁸.

VII. Conclusions and recommendations

55. Le Rapporteur spécial note que la lutte contre la promotion de la haine raciale, ethnique et xénophobe sur l'Internet pose à présent un problème relativement nouveau et complexe aux efforts pour contrer le racisme. Toutefois, il souligne que la Déclaration et le Programme d'action de Durban ainsi que les autres instruments internationaux des droits de l'homme, en

¹⁷ Pour plus de renseignements, voir Association pour le progrès des communications (<http://www.apc.org>).

¹⁸ Société de l'Internet, OCDE et UNESCO « The relationship between local content, Internet development and access prices » (2012). Accessible sur <http://www.internetsociety.org/localcontent>.

particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, offrent un cadre complet et suffisamment robuste pour des actions éventuelles contre ce phénomène. À cet égard, il se félicite de l'intérêt et de l'attention éveillés au sein du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour la formulation d'interprétations des dispositions de la Convention concernant la haine raciale et ethnique et apprécie les études récentes sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression. Il tient beaucoup à promouvoir le dialogue sur cette question et se félicite de l'appui exprimé par les États et certains mécanismes des Nations Unies aux propositions de nouvelles consultations sur la question du racisme sur l'Internet.

56. Le Rapporteur spécial note également que d'importants travaux législatifs et réglementaires ont été entrepris aux niveaux régional et national pour relever le défi de la propagation de la haine et de l'incitation à la violence raciale, ethnique et xénophobe sur l'Internet. Les mesures législatives sont centrales à toute stratégie pour combattre le racisme, la haine raciale et la xénophobie, et le Rapporteur spécial encourage les États qui n'ont pas encore promulgué de loi pour combattre et prévenir la haine raciale, ethnique et xénophobe sur l'Internet à envisager de le faire. Toutefois, ces mesures législatives doivent tenir compte de l'obligation qu'ont les États de protéger d'autres droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et d'opinion mentionnées à la fois dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

57. La lutte contre l'utilisation de l'Internet pour propager des contenus de haine et d'incitation à la violence raciale, ethnique et xénophobe exige une approche impliquant de multiples parties prenantes. À cet égard, le rôle des acteurs pertinents du secteur privé, en particulier des prestataires de services sur Internet et d'autres acteurs pertinents des milieux industriels est crucial. Le Rapporteur spécial a évoqué certaines mesures déjà prises par le secteur privé pour faire face au défi du racisme et de l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet. Il tient à souligner la contribution positive de certaines mesures telles que la promotion de l'habilitation et de l'éducation des utilisateurs finals; la participation des prestataires de services sur Internet à la concertation et aux consultations sur la question de la lutte contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet; le développement de logiciels intelligents pour le suivi et le filtrage; et l'amélioration des mécanismes de coréglementation et d'autoréglementation. Il note cependant les limites des mesures techniques et est conscient des risques que ces mesures n'entraînent des conséquences involontaires qui limiteraient les droits de l'homme. Par ailleurs, le Rapporteur spécial partage le point de vue exprimé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution sur la promotion, la protection et la jouissance des droits de l'homme sur l'Internet, adoptée le 5 juillet 2012, selon lequel « le caractère mondial et ouvert de l'Internet, en tant que force accélérant le progrès vers le développement sous ses formes diverses » (Réf A/HRC/20/6.13, par. 2) devrait être maintenu.

58. Étant donné la diversité des acteurs susceptibles de s'engager dans la lutte contre le racisme et l'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet, parmi lesquels les pouvoirs publics, le secteur privé et les organisations de la

société civile aux niveaux national, régional et international, le Rapporteur spécial tient à souligner qu'il importe de définir clairement la responsabilité et les rôles des différents acteurs et de renforcer et d'institutionnaliser le dialogue et la collaboration entre ces divers acteurs.

59. Conformément aux dispositions de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, le Rapporteur spécial tient à encourager les États à utiliser les possibilités offertes par l'Internet et les médias sociaux pour combattre la diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale et promouvoir l'égalité, la non-discrimination et le respect de la diversité. Il estime que l'un des moyens possibles de combattre le racisme sur l'Internet est la diversification de son contenu, notamment par la promotion des contenus locaux. L'injection de plus de contenus locaux sur le réseau mondial contribuerait à plus de compréhension, de tolérance et de respect de la diversité et pourrait réduire l'asymétrie de l'information et les vues erronées qui alimentent les expressions racistes et xénophobes.

60. Sur le réseau numérique mondial, les voix des victimes de la discrimination raciale restent le plus souvent absentes en raison du manque d'accès à l'Internet, ce qui laisse sans riposte les idées racistes. À cet égard, le Rapporteur spécial tient à rappeler l'obligation qu'ont les États d'adopter des politiques et des stratégies efficaces et concrètes afin de rendre l'Internet largement accessible et abordable pour tous, sur la base des principes de non-discrimination d'aucune sorte, y compris pour des raisons de race, de couleur, d'ascendance ou d'origine nationale.

61. Le Rapporteur spécial tient à souligner l'importance des activités d'éducation et de recherche, telles que les études sur les conséquences possibles des idées racistes, des messages de haine et d'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet; de la recherche et de l'analyse de l'efficacité des mesures législatives, réglementaires et techniques en vigueur; la conception de programmes d'éducation et de matériels didactiques pour les jeunes; la promotion de programmes d'alphabétisation sur les médias, y compris de compréhension technique et textuelle des messages Internet; la conception et la mise en œuvre de principes d'éducation qui combattent la propagation d'idées racistes, de messages de haine et d'incitation à la haine et à la violence raciale sur l'Internet.

62. Le Rapporteur spécial souligne qu'il importe d'examiner plus avant le lien entre les diverses manifestations du racisme sur l'Internet et les crimes de haine commis et, face à l'insuffisance de données sur cette question, il recommande que les États accentuent leurs efforts en vue d'identifier, d'étudier et d'enregistrer ces crimes de haine.

63. Le Rapporteur spécial tient à souligner la nécessité d'une étude plus complète des différentes dimensions du problème du racisme sur l'Internet. De nombreuses nouveautés importantes aux niveaux régional et national, au sein du secteur privé et de la société civile, méritent d'être soulignées en tant que bonnes pratiques pour la lutte contre la haine et l'incitation à la violence raciale et ethnique sur l'Internet. Ces pratiques, ainsi que les liens entre la haine et l'incitation à la haine raciale et les crimes raciaux nécessitent davantage de recherche. Le Rapporteur spécial a rédigé le présent rapport en tant qu'examen préliminaire du problème du racisme et de l'Internet, et

propose de soumettre dans l'un de ses prochains rapports une étude de suivi qui offrira des données et une analyse plus approfondies et plus larges.
